

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 614

semaine du
23 au 29 juillet
2020

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

6 221 exemplaires

INFORMATIONS OUVRIÈRES

6 221 exemplaires

Le crime d'État des musiques : la commission de l'Assemblée nationale

Chaque semaine lisez Informations ouvrières ! ABONNEZ-VOUS !

Reçu par le service de presse du POI

Plan de « relance » Macron-Castex : 100 milliards de plus pour les patrons dans un objectif :

RESTRUCTURER, FLEXIBILISER, BAISSER LES SALAIRES

Le crime d'État des musiques : la commission de l'Assemblée nationale

Diversions, dérivés, nouveaux mensonges : ils refusent de rendre des comptes

Pages 8 et 9

Chaque semaine lisez Informations ouvrières ! ABONNEZ-VOUS !

Reçu par le service de presse du POI

Plan de relance, dialogue social de proximité : cinq questions à Xavier Boiston, syndicaliste dans la chimie du Rhône

1 Le gouvernement a affirmé sa priorité d'une concertation sur un plan de relance. Est-ce une bonne nouvelle ?

Je ne dirais pas ça. Il y a un mois Macron et Merkel ont annoncé un plan de relance européen et déjà des milliards ont été lâchés à des grands groupes qui se déclarent « en difficulté ». Systématiquement cela c'est traduit par des plans massifs de suppressions d'emplois avec des départs dits « volontaires » et à aucun moment par de l'investissement ou de l'emploi. C'est la recherche de la rentabilité capitaliste et rien d'autre.

Un copain me rapportait les propos du patron de sa boîte, une PME de la chimie : « Lorsque j'ai demandé du crédit à la BPI (Banque publique d'investissement) pour développer la production et l'emploi, les portes se sont fermées. Et maintenant on voit des milliards donnés aux grands groupes et qui s'évaporent comme de la pluie sur le bitume ». Je ne suis pas pro-patronal et dans cette entreprise on mène la bagarre syndicale au quotidien, mais cette réflexion résume bien ce qu'est le plan de relance.

Le gouvernement sait que les plans de licenciements ne vont pas passer, il n'y a qu'à voir les premières manifestations spontanées qu'il y a dès qu'une fermeture de site est annoncée. Il cherche à éviter l'affrontement en ramenant les discussions entreprise par entreprise.

Les APC (accords de performance collective) sont un instrument de chantage odieux : temps de travail et salaire contre maintien de l'emploi.

2 Justement, le gouvernement annonce du chômage partiel de longue durée pour éviter les licenciements...

Là aussi il faut regarder un peu en arrière sur ce qui s'est passé pendant le confinement où l'utilisation du chômage partiel ne coûtait rien aux patrons. Les entreprises qui ne l'ont pas utilisé c'est pour pouvoir verser des dividendes en toute quiétude. Mais pour toutes celles qui y ont eu recours, cela a surtout été l'occasion de remettre en cause le droit à congé, d'imposer de la modulation des horaires, de revoir l'organisation du travail... On a même vu dans des entreprises du chômage partiel sur une ligne de production et des intérimaires recrutés sur une autre !

Je pense que le but de l'activité partielle de longue durée est là : renforcer la flexibilité du travail et baisser les salaires bien sûr, parce

que les heures de chômage sont à 70 % du brut. Il y a un patron qui nous a dit dans une conversation : « les crises sont les catalyseurs des restructurations ». On est en plein dedans.

3 D'accord mais quand même, le gouvernement parle de soutenir l'investissement, là on ne peut pas être contre.

C'est de la poudre aux yeux. C'est bien encore un cadeau aux actionnaires. Juste un exemple pour me faire comprendre. À Lyon, Macron annonce avec tambours et trompettes un plan d'investissement de 200 millions d'euros chez Sanofi, avec création de 200 emplois sur Neuville. Dix jours après, l'entreprise décide d'un plan de 1 700 suppressions de postes.

4 Mais les syndicats ne sont pas tenus à l'écart, Castex a clairement appelé au dialogue social de proximité.

Sans ambiguïté je suis pour la négociation collective créatrice de droits, c'est mon boulot quand je négocie dans ma branche même si ça devient de plus en plus compliqué. Mais ce n'est pas ça que veut le Premier ministre. Je cite son intervention au sortir de la conférence sociale : « J'ai indiqué aux partenaires sociaux qui ont souscrit à cette intention que le plan de relance sera suivi et évalué. Il sera

mis en œuvre dans les territoires où il faudra faire vivre un dialogue social de proximité le plus intense possible. Chacun ainsi sera considéré. »

C'est un piège qui nous est tendu : le dialogue social de proximité c'est entreprise par entreprise, là où il y a le plus de pression directe, principalement sur les emplois. Ils veulent éviter l'affrontement bloc contre bloc et nous mettre en situation de n'avoir pas d'autre choix que d'accompagner les plans de licenciements sans les combattre.

5 Et que penses-tu de l'invitation à la rencontre de militants de l'industrie du 26 septembre ?

Excellente initiative, j'en serai ! Nous avons besoin de nous rencontrer, d'échanger, de briser l'isolement dans lequel on veut nous enfermer. L'invitation pose le vrai problème, celui d'une riposte d'ensemble et pas boîte par boîte.

Il n'y a que comme ça que nous pourrions obtenir nos revendications, défendre nos emplois, nos conditions de travail, nos salaires, nos acquis sociaux.

Pour cela nous avons besoin de nous grouper au-delà de nos engagements syndicaux et politiques pour dégager ensemble les bonnes solutions. ■



INVITATION

Rencontre de militants ouvriers

26 SEPTEMBRE de 11 heures à 16 heures (Bourse du travail à Paris)

« (...) Comme à d'autres périodes de l'histoire, l'ampleur de la crise tétanise celles et ceux qui, dans les sommets des organisations, par peur, par habitude, par totale incapacité à envisager autre chose que ce qu'ils font depuis toujours, se plient aux décisions de l'État et des patrons. En même temps, une discussion intense se mène au cœur même des organisations syndicales et dans la classe ouvrière sur la stratégie à suivre pour résister à la vague de licenciements et d'accords de performance collective.

L'heure n'est pas à un catastrophisme de façade, mais à la résistance et au refus : refus de l'union sacrée, refus des licenciements, refus des accords de performance collective et des baisses de salaire, refus de la remise en cause de nos conquêtes sociales, issues notamment de 1936 et de 1945. (...)

Nous invitons les militants ouvriers de l'industrie, de l'agro-alimentaire, des services, du commerce, de la construction, des transports... à se réunir le 26 septembre à la Bourse du travail, à Paris, de 11 heures à 16 heures, pour discuter ensemble des moyens d'aider la classe ouvrière à organiser la résistance. »

Le crime d'État des masques : la commission de l'Assemblée nationale

Diversions, dérobades, nouveaux mensonges : ils refusent de rendre des comptes

Pages 8 et 9



DR

Samedi 18 juillet : manifestation de Persan à Beaumont (Val-d'Oise) pour la Vérité et la Justice pour Adama Traoré

Page 4

Interview de Mahamadou Camara, du comité Vérité et justice pour Gaye Camara

Mahamadou Camara, du comité Vérité et justice pour Gaye Camara (1) était présent à Beaumont-sur-Oise, ce 18 juillet. Nous lui avons posé quelques questions.

Lors de la conférence de presse tu as insisté, après Assa Traoré, sur le caractère rassembleur du mouvement...

Nous on ne fait pas de division, on rassemble tout le monde. Ce que l'on dénonce, on ne veut pas que d'autres citoyens le vivent, on ne veut pas que d'autres subissent une mort comme celle de mon petit frère, qu'aucune famille ne connaisse une telle situation. Les séparatistes, ce sont les plus riches qui vivent dans leur coin.

La violence d'État a également frappé les Gilets jaunes, qui sont nombreux aujourd'hui...

En fait, les collectifs, le comité Adama Traoré, le comité Vérité et justice pour Gaye Camara, nous sommes rentrés dans le mouvement des Gilets jaunes en solidarité, parce que la violence policière qu'ont subi les Gilets jaunes, cela fait des dizaines d'années qu'on la subit, on l'a même toujours connu. I

l y a bien longtemps que les violences policières existent et cela fait longtemps qu'on le dit. Aujourd'hui, de plus en plus de Français le comprennent, parce que oui, en effet, le mouvement des Gilets jaunes a été violemment réprimé.

Tu parles de violences policières. Il est clair que ce sont des policiers qui commettent les actes de violence que l'on dénonce ici. Ne peut-on pas parler également de violence d'État ?

Oui c'est vrai, les policiers ont des ordres et c'est ensuite l'État qui les couvre ! Mais les policiers savent ce qu'ils font quand ils tirent, quand ils écrasent, et oui, c'est l'État qui leur donne cette impunité, parce que s'ils étaient condamnés, il y aurait des comportements différents. Mais au contraire ils sont couverts par toutes les institutions et font ce qu'ils veulent. Lorsque Castaner a parlé d'arrêter la clé d'étranglement, des policiers ont manifesté, mais c'est une honte pour eux lorsque l'on sait que cette technique est dangereuse et peut amener la mort. Ce que l'on montre c'est que la France, le « pays des droits de l'homme », n'est pas aussi belle que ça. On nous parle d'égalité et de liberté, mais quand on sort dans la rue on se fait contrôler plusieurs fois. Il n'y a pas de liberté pour nous issus des quartiers populaires. Le système leur permet de contrôler des Noirs et des Arabes plus que des Blancs, mais cela ne devrait pas se passer comme cela dans un pays de droits. L'égalité n'existe pas entre les dirigeants et le peuple, lorsque des politiciens détournent des millions d'euros, ils ne subissent pas de clé d'étranglement, les policiers ne vont pas leur loger une balle dans la tête et pourtant ce sont des voleurs. L'égalité n'existe pas entre nous, le peuple, et les élites.

Ce qui était frappant lors du rassemblement de la porte de Clichy comme celui de la place de la République c'était la présence de milliers de jeunes, de toutes origines, pour une cause commune...

C'est ce que l'on dit, nous on rassemble tout le monde, et c'est ça qui les emmerde, les élites de ce pays. Excusez-moi du terme, mais qu'ils soient de gauche, de droite, d'extrême droite pour moi ils sont tous les mêmes, ils votent des lois contre nous et eux ne sont jamais touchés et c'est pour cela qu'il y a beaucoup d'abstentions. L'opinion publique commence à changer. Nous lorsque l'on dénonce les violences policières, on dénonce aussi les autres violences et là les gens comprennent que tout le monde est menacé. Le seul barrage qui reste entre l'État français et les citoyens en colère, c'est la police. Si la police baissait les armes, l'État tomberait tout de suite. Avec le mouvement des Gilets jaunes, on a bien vu, lors de l'acte V, Macron a eu peur, il avait fait venir l'hélicoptère au-dessus de l'Élysée. Il faut bien comprendre ça, c'est que tout ce qui se passe aujourd'hui, nous on le subit depuis 40 ans. Personne ne doit se taire face à l'injustice. C'est avec toute la population française que l'on pourra changer la donne. ■

(1) Gaye Camara a été tué d'une balle dans la tête dans la nuit du 16 au 17 janvier 2018 par des policiers alors qu'il se trouvait dans sa voiture. Il était âgé de 26 ans.

JE M'ABONNE À

INFORMATIONS
OUVRIÈRES

- 5 numéros "découverte" : 7 euros 12 numéros : 17 euros 4 mois (17 numéros) : 24 euros
 6 mois (25 numéros) : 33 euros 1 an (51 numéros) : 65 euros 1 an, pli clos : 110 euros
 12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.